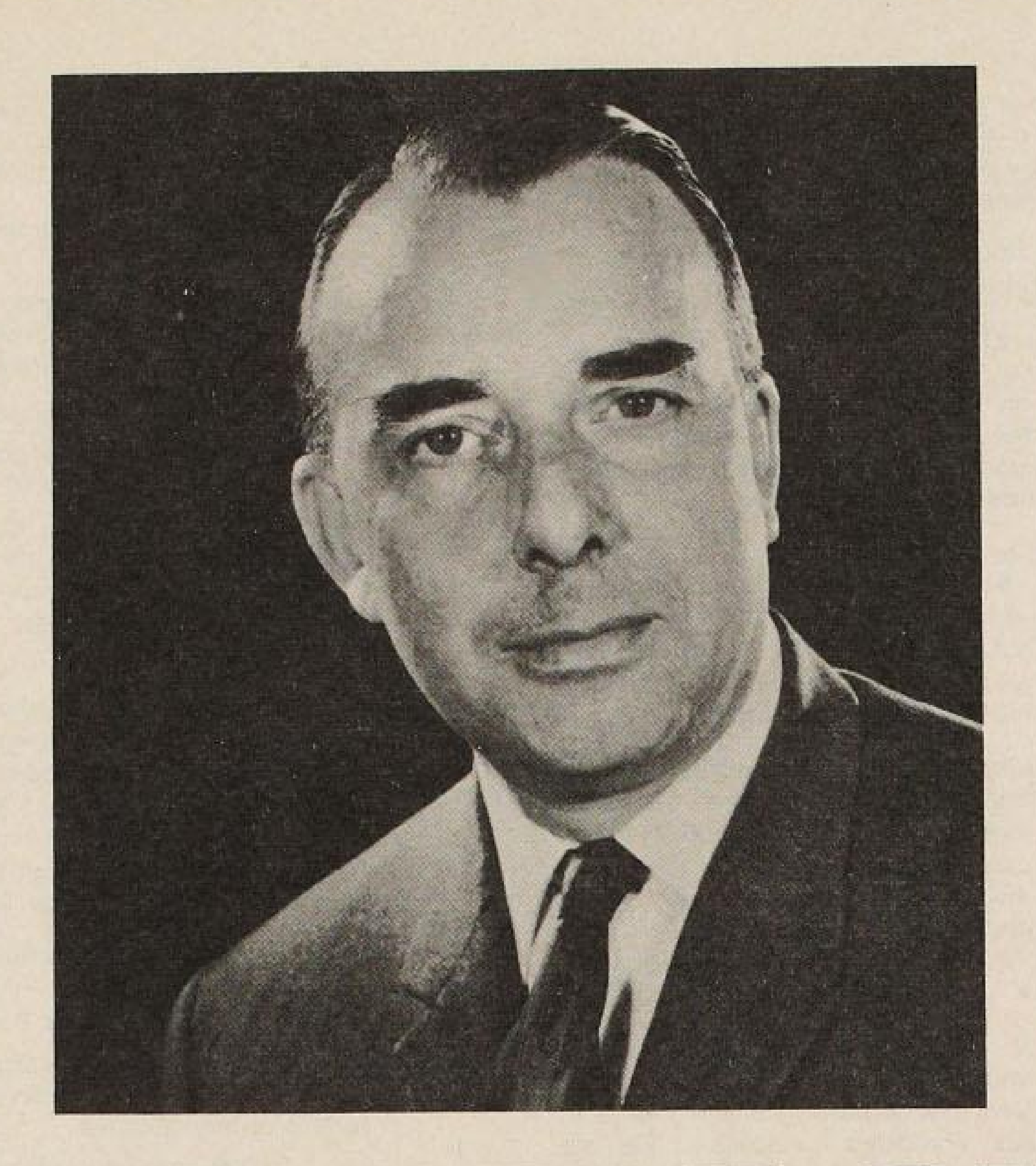
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

DÉPARTEMENT DU RHONE - 1re CIRCONSCRIPTION



LOUIS MIACHON

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN, SYNDICALISTE, 45 ANS, PÈRE DE 5 ENFANTS
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CONVENTION DES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES



SUPPLÉANTE

MICHÈLE SERCLERAT

ÉTUDIANTE
RESPONSABLE DE MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE

FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

Vous **allez voter.** Mais ces élections ne sont pas comme les autres. Le gouvernement n'en voulait pas il y a un mois. Il a été contraint de dissoudre une Assemblée qui ne représentait pas la volonté des Français.

Vous allez voter, vous allez élire maintenant d'autres hommes pour faire une politique nouvelle.

La majorité a fait faillite. Elle est au pouvoir depuis dix ans. « Dix ans dans la vie d'un peuple, ce n'est pas grand-chose », ose dire le Général de Gaulle. Erreur : dix ans, c'est beaucoup pour ceux qui attendent, c'est beaucoup en ce moment où il faut faire vite, dans nos villes, nos campagnes, nos entreprises, nos écoles, nos universités.

Les moyens de transformer la France, les gaullistes les ont eus. Qu'en ont-ils fait ? **Il a fallu les grèves récentes** pour qu'ils reconnaissent publiquement leur **échec.** Parce que leur **pouvoir s'effondrait,** ils ont crié au complot anti-républicain. Mais la République appartient à tous les Français. Refuser le gaullisme, ce n'est pas combattre la République.

Nous savons tous la vérité : le désordre actuel est le produit de dix ans de gaullisme. La crise est née du refus d'entendre les exigences des Français, et en particulier celles des moins favorisés d'entre eux. Un homme décide pour tous, loin de tous, et à l'abri de tout contrôle. On a systématiquement réduit, jusqu'à les étouffer, nos droits de discussion et d'intervention dans les affaires qui nous regardent. Ce n'est pas la République. Cela doit changer.

Maintenant, le Général de Gaulle, forcé par les événements, nous propose une formule qu'il a toujours méprisée jusqu'alors : **la participation.** Une participation à sa manière, aussi creuse que les fameuses « années sociales ». De sa part, un slogan de plus.

Alors, la première chose à faire, c'est de choisir pour une politique nouvelle, des hommes nouveaux. Il n'y a rien à attendre des hommes de l'ancienne majorité : ils ne changeront pas et ils ne changeront rien.

Un exemple : les augmentations que les travailleurs ont obtenues par la grève, qu'en restera-t-il dans un an ? Comment empêcher la hausse des prix, la dévaluation sans réviser profondément le Plan ? sans changer des structures économiques ne favorisant que les « gros intérêts » ? Si vous ramenez à l'Assemblée les mêmes hommes, collectivement responsables de ces échecs, ils continueront ; et vous vous retrouverez, ouvriers, employés, commerçants, cadres, étudiants, paysans, dans la même situation qu'avant.

Solutions nouvelles et hommes nouveaux, voilà ce que vous propose la F.G.D.S.

— 600.000 étudiants réclament et entreprennent la refonte de l'Université.

« La F.G.D.S. a la volonté de servir la jeunesse et non de se servir d'elle » (Programme du 14 juillet 1966). Elle refuse un enseignement de classe et veut créer une Université démocratique, au sein de laquelle les jeunes exerceront leurs responsabilités.

— 10 millions de travailleurs réclament leur part des fruits de l'expansion et exigent de participer au contrôle de l'économie.

La F.G.D.S. propose un Plan démocratique qui mette l'économie au service des hommes et garantisse le plein emploi ; un statut du travailleur salarié avec la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise et la participation à la gestion et au contrôle de l'entreprise ; une fiscalité juste.

— 7 millions de paysans refusent d'être les parias de l'économie industrielle.

La F.G.D.S. veut intégrer l'agriculture dans cette économie ; elle propose d'aboutir à la parité des revenus, de moderniser les conditions et les structures de l'exploitation agricole.

— 4 millions d'artisans et de commerçants s'inquiètent de leur avenir.

La F.G.D.S. propose, dans le cadre d'une politique d'ensemble, la refonte de tout le secteur de distribution. Cette refonte devra sauvegarder les intérêts des petites entreprises spécialisées, dont l'activité correspond à l'intérêt public.

— 50 millions de Français attendent encore que la Presse et surtout l'O.R.T.F. remplissent leur mission d'information de façon loyale, complète et objective.

La F.G.D.S. déclare : « Le principe du droit à l'information et la garantie de son exercice figureront dans la Constitution »... Elle mettra la radio et la télévision au service du public et de la nation (Programme de 1966).

— Les Français exigent de pouvoir gérer par eux-mêmes les affaires de leurs villes et de leurs campagnes, de leurs communes et de leurs régions.

La F.G.D.S. entend élargir l'autonomie des communes par une réforme financière réaliste et la réduction de la tutelle administrative.

La F.G.D.S. définit une véritable politique d'aménagement du territoire. Cette politique sera élaborée et menée, dans le cadre du Plan, par des institutions régionales vraiment représentatives.

— Les Français s'inquiètent des menaces que les crises internationales font peser sur la paix.

La F.G.D.S. refuse l'isolement nationaliste et la course vaine vers l'armement atomique. Elle fonde sa politique de paix sur la coopération entre les peuples pour le développement du Tiers Monde, sur l'union et l'indépendance de l'Europe en face des autres puissances. L'Europe « des peuples » et non pas celle de l'« Argent » est la chance de la paix. Elle est seule capable de faire évoluer notre civilisation vers un socialisme moderne, permettant à tous les hommes de participer à la construction collective de leur avenir.

Pour ce renouveau, pour ces transformations que les Français savent nécessaires, la F.G.D.S. présente, dans le département du Rhône, des hommes nouveaux. Leurs idées, leurs projets, leur programme sont nouveaux.

Réfléchissez à l'instant de votre choix.

Lisez les affiches de l'U.D.R. (ex U.N.R., ex U.D. V^e^) et demandez-vous si après dix ans d'illusions, vous pouvez encore croire aux promesses du gaullisme.

Les candidats que nous vous proposons s'engagent à travailler pour que soient réalisées les profondes transformations proposées par la F.G.D.S. au sein de la Gauche.

Rien dans leur passé ne permet de douter de leur résolution.

VOTEZ LOUIS MIACHON

IMP. P. GUILLOUX, LYON